

Les IDE et l'interpénétration économique entre l'UE et les pays de l'Europe de l'Est

Michel Audousset ¹

Nous évaluerons tout d'abord le chemin parcouru par les PECO (Pays d'Europe Centrale et Orientale) et les pays de la CEI depuis la rupture des économies socialistes. Ce passage d'un type d'économie à un autre prend du temps et est forcément instable tant que de nouvelles réglementations économiques n'ont pas définitivement et totalement remplacé celles qui caractérisaient les EPC (Economies Planifiées du Centre). Nous mesurerons donc tout d'abord ce parcours au niveau de la libéralisation, du droit de propriété, de la mise en place d'institutions (politiques, financières, juridiques...) nécessaires à cette nouvelle économie avant d'aborder le résultat économique et social.

Nous verrons ensuite l'importance et le rôle des IDE (Investissements Directs Etrangers), sont-ils un enjeu économique majeur pour les PECO et en particulier pour ceux dont l'adhésion à l'UE (Union Européenne) devrait être effective à moyen terme? Contribuent-ils par ailleurs au renforcement d'un nouveau consensus social? Favorisent-ils à terme une Europe élargie, capable d'exercer un rôle de plus en plus important sur la scène internationale ? Nous nous efforcerons d'apporter des éléments de réponse à ces questions.

Le chemin parcouru

La libéralisation économique, condition préalable au fonctionnement du marché, semble selon le rapport annuel sur le développement dans le monde de la Banque Mondiale (1996) assez bien avancée. Dans beaucoup de PECO et pays de la CEI «le commerce y est libre, la monnaie y est convertible pour les transactions courantes, et la politique suivie en matière de création d'entreprise et à l'égard du

¹ Université Paris XI.

secteur privé y est libérale». Ces programmes de libéralisation n'ont pas été réalisés avec la même ampleur dans tous les pays, notamment au niveau du contrôle des prix, du commerce et des échanges internationaux. Les écarts restent grands. Andreff fait remarquer que les prix et les transactions ne sont vraiment libres que s'ils ne sont pas manipulés par un groupe d'agents économiques. Même si les ministères de tutelle ont bien disparu, des «monopoles non – réglementés» ou des «trusts hors du contrôle de l'Etat» font qu'il reste difficile de parler d'un marché libre, concurrentiel dans certains secteurs économiques et cela dans un bon nombre de pays. Redor fait remarquer que les grandes entreprises en Moldova n'ont pas un comportement d'ajustement au marché concurrentiel, car en fait celui-ci n'existe pas réellement. Le volume des échanges, qui fait l'objet de troc, reste élevé à l'intérieur et dans les relations internationales de ce pays.

Il en est de même du *régime de propriété*. La privatisation dont l'ampleur a été très différente d'un pays à l'autre (notamment au niveau des grandes entreprises) est loin d'être terminée. Elle a d'abord concerné les petites entreprises (exploitations agricoles et sociétés de services aux personnes), puis les grandes entreprises non stratégiques, la dernière phase concerne les entreprises stratégiques (armement, mines, chantiers navals...), les services publics (électricité, eau, télécommunications, chemin de fer ...) et le secteur bancaire. Ces entreprises étaient restées en dehors du giron des privatisées pour des raisons d'indépendance nationale et de politique macro-économique; aujourd'hui leur privatisation s'explique par le fait que ces pays voulant rejoindre l'Union Européenne doivent suivre les recommandations de la Commission (ouvrir plus largement l'économie à la concurrence, réduire les déficits budgétaires, ne plus accorder de subventions aux entreprises déficitaires). Le secteur bancaire, dans la plupart des PECO, reste fortement concentré et dominé par quelques banques d'Etat, dans les autres, la privatisation a été plus forte grâce à l'autorisation donnée aux investisseurs étrangers d'ouvrir de nouveaux établissements bancaires (Hongrie, Estonie) ou encore de prendre des participations dans le capital des banques existantes (Pologne, Tchéquie). Dans neuf PECO le secteur privé assure maintenant au moins la moitié de l'activité économique, et si l'on tient compte de l'existence d'économies de type informel non couvertes par les statistiques, on peut dire que la plupart des pays ont dépassé les 50 % (Tableau: part du secteur privé dans le PIB-BERD 1998). Le rapport de la Banque Mondiale fait ressortir que l'ampleur de la privatisation et la portée

effective de la propriété privée sont toutefois très différentes d'un pays à l'autre ; les pays d'Europe centrale étant en avance par rapport aux autres.

Tableau 1 : Privatisations

Cette économie de marché ne peut se développer *sans le respect de règles juridiques précises* (droit de propriété, droit des contrats, droit fiscal, législation des faillites), sans institutions juridiques crédibles, sans appareil bancaire, sans bourse de valeur, résultant d'un Etat de droit stable. Les changements institutionnels nécessaires sont lents, car ils sont le fait d'une transformation profonde des mentalités et des comportements des agents économiques et sociaux. Le rapport cité constate des insuffisances de l'appareil juridique qui a permis le développement d'une économie de corruption, préoccupation majeure de la plupart de ces pays.

Il en est de même du *système bancaire* qui ne joue pas et ne peut jouer pleinement son rôle d'intermédiation financière dans la mesure où il souffre de conflits d'intérêts, de fortes difficultés pour recouvrer les dettes, qu'il est en face d'une épargne rare et d'une demande de prêts souvent non rentable (l'intermédiation bancaire est limitée: le volume des crédits aux entreprises représente 25% du PIB dans les pays d'Europe Centrale, 15% dans les Etats Baltes contre plus de 50% dans les pays de l'Union Européenne).

La plupart des gouvernements ont pleinement conscience de la nécessité de mettre en place ces réformes, mais ils rencontrent d'énormes difficultés pour y parvenir du fait :

- que des pouvoirs parallèles sont tenus à la fois par des chefs d'entreprises publiques et par des gagnants de la transition dont l'esprit civique fait souvent défaut;
- qu'ils ne peuvent s'appuyer sur la population particulièrement méfiante vis-à-vis du politique;
- que les rôles respectifs des diverses instances de l'Etat (Exécutif, Parlement, Conseil Constitutionnel) et ceux de l'Etat et des Collectivités Territoriales, lorsqu'il y a eu décentralisation, ont rarement été clairement définis (pouvoir des gouverneurs élus des régions/à celui du pouvoir central en Russie).

Les résultats économiques obtenus

Les résultats économiques de la transition n'ont pas semblé pas concluants dans les premières années du changement systémique : baisse de la production dans tous les pays , chute de l'investissement.

En Russie, par exemple, le PIB à prix constants est passé de 100 en 1991 à 60,6 en 1998 et n'a commencé à augmenter qu'en 1999 en atteignant 62,5, les indices d'efficacité (la productivité du travail, du capital, la consommation spécifique des matières premières) ont tous baissé depuis les réformes commencées par Egor Gaïdar. Les différences entre les villes et les campagnes ainsi que les inégalités entre les régions se sont renforcées. Toutefois les résultats obtenus dans une courte période ne préjugent en rien ceux qui pourront être obtenus dans le long terme.

Par contre des résultats non négligeables ont été obtenus lorsque les réformes ont été menées résolument et systématiquement; et même rapides lorsque des programmes de stabilisation ont permis la maîtrise des équilibres macro-économiques, le recul de l'inflation et la reprise de la croissance économique. En Europe centrale et dans les Etats Baltes la tendance se renverse dès 1993-94. L'arrivée de flux massifs de capitaux étrangers attirés par la faiblesse des coûts de production, les privatisations, les avantages fiscaux permet à ces pays de retrouver le niveau d'investissement de la période précédente pour le dépasser ensuite.

L'exemple de la Pologne, à titre d'exemple, est à ce sujet édifiant: croissance du PIB de 27% entre 1992 et 1996 reposant sur des gains de productivité de l'ordre de 10 à 12 % l'an, taux nettement supérieurs à ceux observés en Europe au cours des Trente Glorieuses. Le surplus de ressources équivalent est allé prioritairement aux entreprises qui ont pu autofinancer leur restructuration puis s'est réparti entre les entreprises et les salariés en favorisant, dans un deuxième temps, la demande interne. Ces résultats ont été obtenus dans un pays où l'expansion rapide du secteur privé est allée de pair avec la restructuration d'une part non négligeable des entreprises publiques encore fort nombreuses. Par ailleurs, elle a su prêter attention aux aspects institutionnels de l'économie de marché et aux mécanismes d'incitation permettant d'orienter les comportements des agents.

Des efforts ont été aussi faits, tant dans les PECO que dans les pays de la CEI, pour reconstituer de nouveaux espaces économiques une décennie après la rupture du COMECON. Ces efforts ont été d'autant plus importants que bon nombre de pays souhaitent entrer dans l'U.E. Ainsi sont nés des regroupements

comme ceux de VISEGRAD ou de la ZCEMN (Zone de Coopération Economique de la Mer Noire).

Tableau 2 : PIB

LES RÉSULTATS SOCIAUX OBTENUS

Dans ce domaine aussi les résultats sont contrastés entre les PECO et les Etats de la CEI et selon les PECO. Mettre en place une protection sociale est politiquement difficile. Les Etats s'en sont peu préoccupés parce qu'ils avaient avant tout le désir de mettre en place la transition au niveau économique et qu'ils n'avaient ni les ressources budgétaires adéquates, ni le savoir-faire indispensable. Ils sont aujourd'hui acculés à régler une fracture sociale particulièrement grave dans une période d'austérité budgétaire. Cette pauvreté se traduit dans la CEI par une baisse de la natalité (de 14,7 à 9,5), de l'espérance de vie (69 à 58 pour les hommes) entre 1990 et 1997, un nombre important d'avortements (2,6 millions pour 1,3 million de naissances en 1996), la réapparition de maladies comme la tuberculose et parfois même du taux de la scolarisation (une baisse de 8% en Russie). Le chômage officiel dans les PECO est passé d'un niveau proche de zéro à 10-12% actuellement, chiffre proche de la moyenne observée dans les pays de l'UE. Les Etats doivent donc rechercher un nouveau consensus social. Andreff constate que «si le consensus semble solide en ce qui concerne la rupture avec l'ancien régime, le consensus social au sujet du point d'aboutissement de la transition est beaucoup moins net (fractures dans le consensus social), d'autant plus que la transition est forcément un processus inégalitaire et conflictuel puisqu'il est avant tout un processus de redistribution rapide, et parfois forcé, des revenus, des patrimoines, des droits de propriété, des privilèges, des emplois, des statuts et des pouvoirs. Son premier résultat est de concentrer les avantages sur une minorité de gagnants de la transition et de diffuser les coûts sur une majorité de perdants, au moins dans les premières étapes de la transition. La difficulté est alors de faire accepter aux perdants les lourds sacrifices contre la promesse des lendemains qui chantent, cette fois-ci d'une économie de marché pleinement constituée et efficace».

Les Etats ont cru tout d'abord que le libre jeu du marché suffisait à régler à la fois les problèmes de production et celui de la répartition des ressources (entre consommation et investissement comme entre actifs et inactifs). De même au plan

politique les Etats ont cru que la libre expression des citoyens était garante de la régulation sociale sans prendre conscience qu'un nouveau contrat social s'imposait (nécessité d'obtenir un consensus sur le coût social de la réforme entreprise). Devant la pauvreté, le chômage, la dégradation du système de santé et de formation, les pays ont du mettre en place, quand cela était possible, un certain nombre de structures indispensables.

Cette nouvelle protection se doit à la fois de:

- gérer l'urgence: dispositifs permettant de faire face au chômage et à la paupérisation de couches entières de la population;
- réformer le système traditionnel afin de le rendre compatible avec les mécanismes de l'économie de marché;
- permettre à chacun de connaître le coût social du changement (les droits sociaux n'étant plus octroyés par un Etat tout-puissant) et d'en accepter le coût.

Si certains PECO sont en mesure de mettre en place de telles politiques sociales, ceux de la CEI éprouvent d'énormes difficultés à les mettre en place dans la mesure où ils ne peuvent cibler les habitants qui en ont réellement besoin (revenus occultes) et surtout avoir les ressources nécessaires (revenus échappant à l'impôt).

Une telle politique sociale nécessite une forte croissance économique, les IDE y contribuent-ils ?

Tableau 2b : Taux de chômage

RÔLE DES IDE DANS LES PECO ET LES PAYS DE LA CEI

Leur importance:

Le début de la transition est marqué, comme nous l'avons dit, par une baisse du PIB et de la part du PIB consacrée à l'investissement. La reprise de l'investissement n'apparaît qu'à partir de 1992 et est due en partie à l'investissement étranger qui représente 2.5% du PIB des PECO en 1995 selon la Banque Mondiale. Les IDE se sont élevés à 35 694 millions de dollars entre 1990 et 1995 et devraient passer à 99 186 millions de dollars pour la période 1996-2000. Les PECO, épargnés par la crise, sont restés attractifs en 1998, par contre en Russie les IDE ont été divisés par

3 pour la même année. Ces IDE se répartissent entre les PECO essentiellement selon l'avancement de leurs réformes à l'exception de la Pologne qui tout en possédant le plus grand marché en attire moins. Si l'on considère le ratio investissement étranger par habitant pour 1995, la Hongrie avec 1087 dollars est au 6ème rang mondial, la Tchéquie (549 dollars), l'Estonie (400\$), la Slovénie (261\$), la Slovaquie figurent parmi les 20 premiers aux côtés de l'Espagne et du Portugal suivi par la Pologne (165\$). La Russie (30\$) et l'Ukraine (11\$) restent parmi les pays où l'investissement étranger reste marginal et concentré essentiellement dans le domaine de l'exportation des matières premières (pétrole, gaz...).

Ces chiffres peuvent paraître importants mais ils sont à relativiser. L'essentiel des flux qui ont été multipliés par 6 entre 1985 et 1996 (60 à 349 milliards de dollars) concernent les pays développés, 75% des investissements internationaux ont été réalisés, en 1998, dans les pays développés. Près de 2/3 des capitaux investis aux E.U. en 1998 provenaient de l'Europe tandis que 55% des investissements américains allaient vers l'Union Européenne; l'Europe Centrale perdait quant à elle 3,6% par rapport à 1997. L'EU devient le 1^{er} exportateur de capitaux (386 milliards de dollars) devant les E.U.(133) – chiffres du rapport de la CNUCED 1999. La part des IDE dans les pays en développement a baissé (25% en 1998) et ils profitent surtout à quelques pays: Chine, Mexique, Brésil, Argentine, Chili. Les FMN (firmes multinationales) de la zone Japon Asie – Pacifique investissent également dans les PECO (Daewo, Hyundai...).

Tableau 3 : Entrées-Sorties d'IDE et flux d'IDE dans les PECO

Parmi les principaux investisseurs dans les PECO l'Allemagne joue un rôle non négligeable : à la première place en Hongrie (29%), en Tchéquie (30%) et derrière les Etats-Unis en Pologne (10%). La part des pays de l'U.E dans les IDE est importante: 58,9% en Tchéquie, 56,5% en Hongrie et 36,5% en Pologne.

Souvent la plus grande partie de ces IDE porte sur quelques gros projets industriels (automobile, télécommunication, hydrocarbure..) dans un nombre réduit de pays, retenus, en fonction de facteurs d'attraction et de dissuasion.

Tableau 4 : Les 10 premiers investissements dans certains PECO

La logique des IDE:

Les IDE sont perçus par les gouvernements de ces pays comme un moyen indispensable pour accélérer le processus d'ajustement de leurs entreprises et faciliter la réintégration de leurs économies dans l'économie mondiale. En conséquence, ces pays ont pris les mesures qui s'imposaient pour faciliter la venue des capitaux (réduction des barrières à l'entrée et des coûts de transaction, fiscalité favorable...), même si certains Etats ont souhaité limiter leur rôle dans un premier temps (sentiment nationaliste). Les comportements ont pu être différents selon les pays, il y a eu :

- les pays qui souhaitaient des IDE dès le départ. La Hongrie comme la Pologne ont fait appel à eux pour réaliser leurs privatisations.
- les pays qui ont opéré certaines réformes nécessaires et qui se sentent un peu délaissés. La Roumanie a ce sentiment d'autant plus qu'elle a subi un préjudice suite à l'embargo imposé en Irak et en Yougoslavie qu'elle estime à 10 milliards de \$.
- Les pays qui en voulaient un peu mais qui espéraient avant tout développer un capitalisme populaire par les privatisations – la Tchéquie a pris conscience maintenant qu'elle ne pouvait revitaliser ses entreprises notamment celles des secteurs stratégiques sans IDE.
- Les pays qui en souhaitaient, tout en se méfiant du capital étranger, et qui n'ont pas encore réalisé suffisamment de changements ni mis en place un pouvoir stable (jusqu'à l'élection du Président Poutine) et crédible, c'est le cas des pays de la CEI. La Russie en attendant que les IDE soient en mesure d'exploiter ses richesses naturelles et industrielles passe des accords (APP loi sur les accords de partage de la production qui a connu des amendements jusqu'au 9/12/98 sur les quotas) pour l'exploitation de ses réserves d'hydrocarbures et semble même contrainte à accepter des accords avec des sociétés étrangères pour ouvrir ses frontières aux déchets nucléaires lorsque qu'aucune centrale nucléaire ne dispose d'installations en état de marche pour le retraitement et le stockage de ceux ci.

Pour les FMN (firmes multinationales) les changements survenus dans les PECO et les CEI ont créé un nouvel espace pour redéployer leurs activités. Elles peuvent développer à présent leurs stratégies dans un environnement encore plus ouvert. Elles disposent d'un pouvoir de négociation avec ces gouvernements d'autant plus fort qu'elles peuvent choisir le lieu de leur délocalisation. Leur mondialisation commerciale et financière s'appuie avant tout sur la mondialisation de la production. Le savoir-faire industriel franchit les diverses frontières. Des accords interentreprises se réalisent entraînant «un jeu complexe et instable d'alliances concurrentes avec leurs partenaires au sein de cartels mondiaux ou régionaux». Les PECO comme la plupart des pays ont fait le choix de cette ouverture financière couplée d'une acceptation des IDE pour leur développement industriel.

Généralement ces FMN s'installent dans les secteurs les plus attractifs comme ceux de l'industrie manufacturière (alimentation, mécanique, chimique), de l'industrie automobile ou encore des communications, des services financiers. Leur implantation peut parfois s'accompagner d'une menace pour les suivants (les premiers bénéficiant d'une rente de position) Les entreprises suiveuses ne peuvent alors pénétrer dans le pays qu'en menant une stratégie de baisse des prix (RENAULT en Pologne et en Hongrie).

Tableau 5 : IDE dans l'industrie automobile

Certains IDE concernent les franchises (la mise de fonds reste alors modeste), d'autres permettent d'attendre des accords comme celui du 9 /04/98 à Moscou sur le partage des réserves de la mer Caspienne (ex: hydrocarbures en CEI – alliances de SHELL avec GAZPROM – de BP avec UNEXIM). Il y en a même qui vont à l'encontre des intérêts des firmes de ces pays (GM a acheté TUNSGRAM en Hongrie – concurrent au coût de production inférieur – au niveau des ampoules électriques – SCHLUMBERGER a acquis GANZ ARAMMERO son concurrent au niveau des compteurs électriques). Des IDE peuvent aussi entraîner la fermeture pure et simple d'entreprises.

Tableau 6 : Les routes du pétrole

Pour les pays européens et tout particulièrement pour l'Allemagne et l'Autriche il s'agit :

- à court terme de trouver dans une *zone géographique proche*, de nouveaux sites de fabrication à la fois *compétitifs* et disposant d'une *main-d'œuvre qualifiée* pour leurs productions à contenu élevé en travail. Ainsi par exemple la production offshore des firmes allemande installées dans les PECO est majoritairement exportée vers l'Allemagne ou vers des pays tiers.
- à moyen terme les firmes destinent l'essentiel de leur production réalisée au *marché des PECO*.

La France quant à elle investit essentiellement pour y conquérir des *nouveaux marchés* en faisant le pari que la demande sera bientôt solvable.

La présence des Etats-Unis dans les PECO, même si elle n'est pas prioritaire, s'inscrit dans le cadre d'une stratégie offensive visant à prendre pied sur des marchés nouveaux en voie de stabilisation, tête de pont pour l'Europe de l'Est aujourd'hui et demain pour l'ensemble du marché européen.

Tableau 6b: Téléspectateurs

Au fil de ces dernières années on constate que l'avantage comparatif pour les industries de main-d'œuvre s'amenuise dans le temps, comme le fait remarquer un rapport du BIT «c'est dans les pays développés que les coûts de main-d'œuvre dans l'industrie ont progressé le moins rapidement et dans les pays émergents qu'ils se sont le plus accrus». Les salaires ont augmenté dans la plupart des PECO même si cette évolution doit être atténuée par les variations de change. Ainsi on constate au niveau des échanges que la part des produits à main-d'œuvre importante pour lesquels les PECO ont un avantage comparatif a tendance à baisser au profit de la part des produits plus diversifiés privilégiant les flux croisés inter-branches. Cette évolution des échanges permet aux PECO de faire émerger de nouvelles industries grâce aux transferts de technologie des pays industrialisés.

L'apport des ide dans les PECO

Au niveau économique les IDE ont un rôle non négligeable sur l'investissement global comme nous venons de le voir y compris sur la balance des paiements.

Ils permettent :

- un rattrapage économique (la Pologne a aujourd'hui un niveau d'activité supérieur à celui qu'elle avait en 1990). La croissance économique permettra à ces pays de mettre en place progressivement les institutions sociales nécessaires à la réalisation de leur consensus social;
- une augmentation des échanges extérieurs due aussi à l'expérience internationale des entreprises étrangères;
- une évolution de ces échanges vers des spécialisations qui privilégient les flux croisés inter-branches;
- un apport de technologie lié aux flux croisés inter-branches.

Toutefois les PECO ont dû pour les obtenir accorder des avantages fiscaux et financer de nouvelles infrastructures réclamées par les investisseurs étrangers. Par exemple G. Kleisterlee, de la division Composants de Philips, a obtenu 10 ans d'exonération de l'impôt sur les sociétés et 43,7 millions de dollars de subvention pour le développement du site et la formation en Tchéquie.

Les IDE européens représentent plus de 50% des investissements étrangers, leur importance a favorisé une croissance économique, pas forcément liée aux besoins des populations, mais indispensable pour leur intégration dans l'UE.

La part des Etats-Unis (près de 25% des IDE) reste très importante dans cette zone.

Au niveau social les modes de contrôle ont des effets différents : l'acquisition peut entraîner une baisse de l'emploi dans l'entreprise tout en pouvant permettre des créations d'emplois en amont et en aval grâce à l'essaimage. Les créations ex nihilo au contraire permettent des créations d'emplois immédiates et peuvent en induire d'autres.

Les modes de contrôle sont assez bien répartis dans les PECO (acquisition – coopération – création), tandis que l'on trouve surtout des entreprises conjointes en Russie.

L'élargissement de l'union européenne aux PECO

L'élargissement de l'UE est acquis en premier lieu par la Pologne, la Hongrie, la Tchéquie, la Slovaquie et l'Estonie. A terme, le nombre des membres devrait passer de 15 à 26. Une conférence européenne sur des questions relatives à la politique étrangère, à la sécurité intérieure, au développement institutionnel et à la coopération économique rassemblera l'ensemble des candidats.

Cet élargissement devrait intensifier les échanges entre les deux zones géographiques (flux commerciaux, mouvement de capitaux).

La moitié des flux commerciaux de l'Europe centrale a pour origine ou destination l'UE, mais en dépit d'accords d'association signés entre l'UE et certains PECO (entre mars 92 et février 94) ayant pour objectif de mettre en place une libéralisation asymétrique du commerce en faveur des PECO, ces derniers enregistrent désormais un déficit important (16,5 milliards d'ECU en 1996). Cela est dû en partie au fait que les entreprises étrangères des PECO continuent d'importer l'essentiel de leurs biens d'équipement.

Si bien qu'aujourd'hui les PECO se trouvent confrontés au *dilemme entre croissance et stabilité* ; le retard en niveau de développement empêche encore leur intégration (d'autant plus que la faible croissance enregistrée en 1999 n'a pas contribué à réduire l'écart avec les pays de l'UE) et le non respect des critères de Maastricht retarde leur adhésion. Le rythme soutenu de la croissance a tendance aujourd'hui à être ralenti pour réduire les déséquilibres qu'il entraîne (inflation, solde budgétaire, solde de la balance commerciale...).

L'élargissement devrait continuer d'inciter les entreprises de l'UE (celles déjà implantées et celles qui hésitent encore) à s'implanter dans ces pays du fait de la mise en place progressivement d'un cadre juridique et réglementaire calqué sur les normes communautaires et d'un environnement politique maintenant stable. S'il est prématuré de prévoir une adhésion rapide des PECO à l'UEM (Union Européenne Monétaire), il restera à déterminer la nature des liens entre leurs monnaies et l'euro.

L'*agriculture* pose aussi un problème particulier car les produits agricoles constituent une part non négligeable de l'économie de ces pays. L'extension de la PAC (Politique Agricole Commune) aux pays retenus pose le problème de son financement et celui des flux d'échanges agricoles dans le nouvel ensemble. Cela ne pourra se réaliser qu'au détriment des pays de l'actuelle UE.

Les fonds structurels que les PECO pourraient recevoir, conduiront inévitablement à une élévation du PIB comme ce fut le cas en Espagne, au Portugal et en Irlande dans le passé. Leur attribution est un bon moyen d'accélérer la convergence des économies tout en favorisant la cohésion de l'ensemble européen. Pour les pays de l'UE il s'agit avant tout d'un transfert de fonds publics compensé par un élargissement des débouchés et le renforcement d'un ensemble géopolitique sur le plan international.

L'intégration des PECO dans cet ensemble sera aussi une protection vis à vis de la concurrence déloyale dans la mesure où ces pays devront respecter les règles sociales qui renforceront en même temps leur consensus social, les règles monétaires, fiscales et juridiques européennes.

La Russie reste un cas particulier. Une adhésion plus tardive dans des bonnes conditions est nettement préférable à une entrée précoce au niveau économique, cela dit, l'élargissement de l'UE reste avant tout un choix politique. La Russie pourrait-elle rester longtemps en périphérie de l'UE, sera-t-elle en mesure de dynamiser les Etats de la CEI et créer ainsi une nouvelle zone d'influence au niveau international? Tombera-t-elle sous l'influence des Etats-Unis ?

A la question posée à Gérard Wild, chercheur au CEPII (Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales): –

«La Russie a-t-elle vraiment sa place au sein de G7? », il répondait: «Si vous ne mettez pas la Russie, vous allez avoir un G2, il y aura les Etats-Unis et l'Europe. Les critères de constitution de G7 ne sont économiques qu'en apparence. En réalité ils sont également politiques. La Russie étant la puissance nucléaire que l'on sait, mieux vaut l'avoir dedans que dehors.»

A la question:

«La communauté internationale doit-elle continuer à aider la Russie?», il répondait: «Oui, c'est inévitable. Si l'on se dirige vers un accrochage direct sur une monnaie occidentale... mieux vaut que cela soit le \$ que l'euro. Pour les Russes, les Européens sont des petits tandis qu'ils ont une espèce de fascination – répulsion pour les Etats-Unis...»

Conclusion

«L'IDE représente un enjeu majeur pour les pays des PECO et CEI, tout particulièrement pour ceux dont l'adhésion à l'Union Européenne devrait être effective à moyen terme». Les IDE sont donc le relais indispensable à l'investissement national.

L'entrée des IDE dans ces pays est une condition nécessaire à un financement stable de leur balance de paiements, tout en leur permettant de poursuivre les réformes structurelles nécessaires à l'économie de marché et à la mise en place de nouvelles protections sociales garantissant un consensus social.

Les échanges commerciaux se sont fortement développés entre l'UE et les PECO, l'Allemagne y joue un rôle prépondérant puisque ses échanges avec les PECO représentent actuellement 80% du commerce franco-allemand. La part de l'Allemagne représentant 49,5% des échanges, celle de la France n'étant que de 8,5%, loin derrière l'Italie (17,2%).

Ces échanges comme les IDE devraient à long terme permettre l'élargissement de l'UE. Cette Europe élargie, gage de prospérité pour les pays membres, sera certainement amenée à jouer un rôle croissant sur la scène politique internationale. En attendant, l'UE devra supporter le coût social de cet élargissement en le faisant accepter à ses populations.

Bibliographie:

ALCABAS Anne Marie, BOURCIEU Edouard, VALERSTEINAS Bruno «Les nouvelles formes de l'IDE»
Les notes bleues de Bercy –Problèmes économiques 12/04/00 n°2660.

ANDREFF Wladimir

– «Le contrôle des entreprises privées dans les économies en transition. Une approche théorique ». Revue Economique, Vol. 46, n° 3, 1995

– «La crise des économies socialistes», PUG, 1993.

Banque Mondiale «Pays d'Europe Centrale et Orientale et ex-URSS – Transition : état des lieux»,
De l'économie planifiée à l'économie de marché, 1996.

BELLON Bertrand et GOUJA Ridha «Investissements Directs Etrangers» Economica – janvier 1998.

BLAHA Jaroslav «L'industrie automobile en Europe centrale » le courrier des pays de l'Est – n° 433
octobre 1998 – la documentation française.

Galileu

Revista de Economia e Direito

- CHAVIGNY Régis «Les perspectives d'intégration des PECO dans l'UE : analyse à partir de la spécialisation acquise des économies en transition», *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, décembre 1996.
- NUCED «World investment Report 1999».
- Conseil Economique et Social, *rapport* «L'élargissement de l'UE et ses conséquences pour l'économie française», mars 1997.
- DARRACQ Francine «IDE et emploi dans les PECO» juin 1999.
- DELOUX Ludivine, TISSIEZ Laurence «Interaction des politiques budgétaires nationales au sein de l'UE et conséquences de l'élargissement à l'est » mai 1999.
- FABRY Nathalie et DIJKSMAN-VALENTIN Laurence «Rôle des IDE allemands dans les PECO» *Revue d'études comparative Est-Ouest*, 1997.
- GUERRAUI Driss et RICHET Xavier «Investissements Directs Etrangers» L'Harmattan – 1995.
- HENRIOT Alain «Les enjeux de l'élargissement de l'UE», CCI de Paris, 1998.
- KOUZNETSOV Victor «Un point de vue sur la privatisation en Russie», éd. Delorme 1996.
- LABARONNE Daniel «Bilan des privatisations» *Le courrier des pays de l'Est* novembre 1999, n°444.
- LE FLEM Laurent «Restructurer les entreprises avant de les privatiser», *Le Figaro*, 04/04/1996.
- LOCATELLI Catherine «Les groupes pétroliers russes », *Le courrier des pays de l'Est* – n° 430 juin 1998, la documentation française.
- LOMBART Laurence et TRESMONTANT Raphaël «Réinventer la protection sociale en Europe de l'Est», *Futuribles*, juillet-août 1993.
- MEUNIER Nicolas «L'Europe de l'Est suspendue à la confiance des capitaux privés», *Le Monde* 11/07/00.
- Notes bleues de Bercy* «L'investissement étranger à l'Est», 16/10/1996.
- OCDE *rapport* «Les privatisations dans les pays d'Europe Centrale et Orientale et dans l'ex-URSS», *Tendances et Politiques de Privatisations*, vol. 11, numéro 1, 1994.
- OTAN «Comment rendre compte de la transition à l'Est», *Colloque de Bruxelles* de juin 1995.
- PORTES Richard «Transformation traps», *The Economic Journal*, Oxford, GB, septembre 1994.
- ROUSSELET Kathy «Les modes d'adaptation de la société russe», *Politique Etrangère*, 1996-1997.
- TIRAPOLSKY Anita «La formation de capital dans les pays de la CEI», *Le courrier des pays de l'Est*, mai 2000, n° 1005.
- SGARD Jérôme
- «Pologne : les recettes du bon élève», *Le Monde*, 09/09/1997
 - «De la nécessité du droit et de l'Etat dans le passage à l'économie de marché», *Esprit*, Mai 1995.
- WILD Gérard «Ce qui a été réalisé en Russie exclut tout retour en arrière», *Le Monde*, 08/09/1998.

TABLEAU 1
PRIVATISATIONS

Tableau 1 Part du secteur privé dans le PIB		
Supérieure à 70 %	entre 70 et 60 %	entre 59 et 50 %
Albanie: 75	Estonie: 70	Bulgarie: 50
Hongrie: 75	Lettonie: 60	Croatie: 55
Slovaquie: 75	Lituanie: 70	Macédoine: 50
République tchèque: 75	Pologne: 65	Slovénie: 50
	Roumanie: 60	
Source: D'après la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement (BERD), Transition report, 1998.		

Tableau 1 Part, en pourcentage, des banques publiques dans le total des actifs bancaires (entre parenthèses, % pour chaque pays)				
0 %	1 < 20 %	< 49 %	< 70 %	< 90 %
Estoine (0)	Lettonie (6,8)	Slovénie (40)	Bulgarie (66)	Bosnie (80)
Macédoine (0)	Hongrie (12)	Pologne (47,5)		Albanie (89,9)
	République tchèque (17,9)	Slovaquie (48,7)		Roumanie (80,2)
		Lituanie (48,8)		
Source: D'après (BERD), Transition report, 1998.				

TABEAU 2
PIB-TAUX DE CHOMAGE

Évolution du PIB (à prix constants 1991 = 100)							
	1992	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Russie	85,5	68,1	65,4	63,1	63,7	60,6	62,5
Ukraine	90,1	59,6	52,3	47,1	45,7	44,9	44,7
Biélorussie	90,4	73,0	65,4	67,2	74,9	81,2	83,6
Moldavie ⁽¹⁾	...	69,1	67,8	63,8	64,8	59,2	56,6
Arménie	58,2	55,9	59,8	63,3	65,4	70,1	72,3
Géorgie	55,1	34,9	35,8	39,8	44,1	45,4	46,8
Arzébaidjan	77,4	47,8	42,2	42,7	45,2	49,7	53,4
Kazakhstan	94,7	75,2	69,0	69,3	70,5	69,2	70,4
Ouzbékistan	88,9	82,3	81,6	83,0	87,3	91,1	95,2
Kirghizstan	86,1	58,1	55,0	58,9	64,7	66,1	68,5
Turkménistan	...	...	...	...	...	...	...
Tadjikistan ⁽²⁾	...	65,9	57,5	48,1	48,9	51,5	53,4
CEI Total	86,1	66,7	63,2	61,1	61,7	59,6	61,3

⁽¹⁾ 1993 = 100; ⁽²⁾ 1992 = 100.

Source: Interstate Statistical Committee of the Commonwealth of Independent States. *CIS in 1999, Statistical Abstract*. Moscou, 2000, p. 13.

Tableau 2b
Principaux Indicateurs socio-économiques em 1992-1998
(variations en %)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
PIB							
Bulgarie	-7,3	-1,5	1,8	2,1	-10,9	-6,9	2,5
Pologne	2,6	3,8	5,2	7,0	6,1	6,9	4,8
République tchèque	-3,3	0,6	3,2	6,4	3,9	1,0	-2,7
Roumanie	-8,8	1,5	3,9	4,1	4,1	-6,6	-7,3
Indice des prix à la consommation							
Bulgarie	79,4	63,8	121,9	32,9	310,8	578,	6,1,0
Pologne	44,3	37,6	29,4	21,9	18,5	13,2	8,6
République tchèque	12,7	18,2	9,7	7,9	8,6	10,0	6,8
Roumanie	199,2	295,5	61,7	27,8	56,9	151,4	40,6
Taux de chômage							
Bulgarie	15,6	16,4	12,8	11,1	12,5	13,7	12,2
Pologne	14,3	16,4	16,0	14,9	13,2	10,3	10,4
République tchèque	2,6	3,5	3,2	2,9	3,5	5,2	7,5
Roumanie	8,2	10,4	10,9	9,5	6,6	8,8	10,3
Ventes au détail							
Bulgarie	-6,4	-3,6	2,8	2,6	0,5	-39,3	5,1
Pologne	7,9	7,0	3,0	2,3	4,5	6,8	12,9
République tchèque	14,7	-2,1	5,5	4,8	9,6	-2,0	-6,8
Roumanie	-16,3	14,9	8,4	29,0	15,3	-12,1	4,1

* 1998 estimations

Source: *Le courrier des pays de l'Est*, n° 442, août-septembre 1999.

TABEAU 3
ENTREES-SORTIES D'IDE (1998)
FLUX D'IDE DANS LES PECO (1989-98)

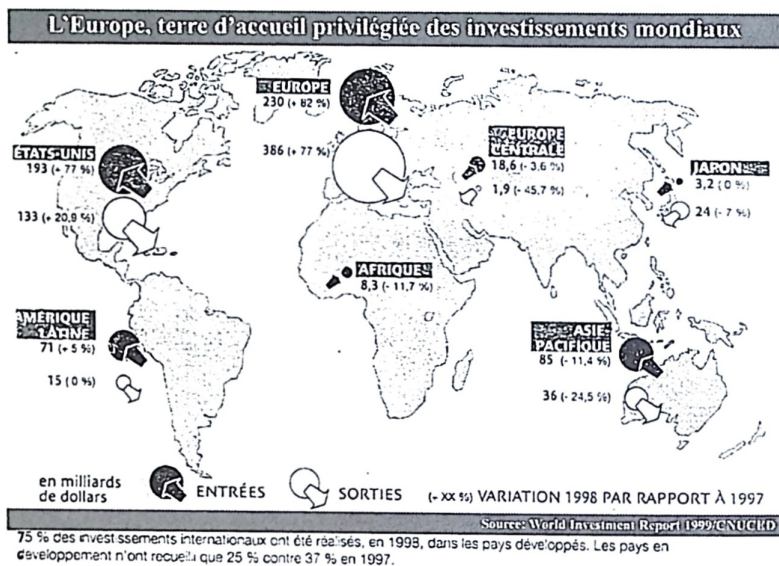


Tableau
Flux d'investissements directs étrangers
en millions de dollars dans les PECO

	1998	Cumuls 1989-1998	Cumuls par tête 1989-1998
Hongrie	1 500	16 903	1 667
Pologne	4 000	12 442	321
Slovaquie	220	1 223	227
République tchèque	1 000	8 473	823
Slovénie	200	1 274	639
Total	6 920	40 315	3 677
Albanie	95	473	148
Bulgarie	300	1 222	147
Croatie	450	1 422	297
Macédoine	45	124	59
Roumanie	900	3 370	149
Total	1 890	6 953	880
Estonie	200	1 010	695
Lettonie	300	1 358	543
Lituanie	800	1 271	344
Total	1 300	3 639	1 582

Source: d'après BERD, Transition report, 1998.

TABLEAU 4
DIX PREMIERS INVESTISSEMENTS
EN TCHÉQUIE, HONGRIE, POLOGNE, SLOVAQUIE

	République Tchèque	
Volkswagen (All)	\$700 m	automobile
Philip Morris (E-U)	\$680 m	tabac
Steyer/Daewoo (Aut. Corée)	\$360 m	automobile
IFC Kaiser (E-U)	\$215 m	acier
E-U Energy consortium (E-U)	\$143 m	énergie
Linde (All)	\$117 m	gaz industriel
Pepsi-Cola (E-U)	\$110 m	boissons
Claverbel (B)	\$107 m	verre
RJ Reynolds (E-U)	\$104 m	tabac
Italcementi (I)	\$104 m	ciment
Hongrie		
Ameritech (E-U) Deutsche Bundespost	\$875 m	télécoms
Telecom (All)		
EBRD	\$778,8 m	banque, investissement
General electric (E-U)	\$550 m	électricité
Volkswagen-Audi (All)	\$420 m	automobile
Aegon Insurance Group (P-B)	\$366 m	assurance
E-U West International (E-U)	\$330 m	télécoms
GGE Telecom Division (F)	\$300 m	télécoms
Suzuki Motot Co (J)	\$300 m	automobile
UTS (P-B)	\$300 m	télécoms
General Motors (E-U)	\$248 m	automobile
Pologne		
Fiat (I)	\$260 m	automobile
Coca-Cola (E-U), Rignes (N)	\$235 m	boissons
EBRD	\$222 m	banque, investissement
Polish-American Enterprise Fund (E-U)	\$207 m	variés
International Paper (E-U)	\$193 m	variés
Asea Brown Boveri (S/CH)	\$150 m	générateurs, locomotives
Thomson Cons Electronics (F)	\$147 m	électronique
IFC	\$130 m	variés
Procter & Gamble (E-U)	\$100 m	biens de consommations
Curtis International (E-U)	\$100 m	électronique, construction
Slovaquie		
K-Mart (E-U)	\$65,3 m	commerce de détail
Volkswagen (All)	\$59,1 m	automobile
Rhône-Poulenc (F)	\$27,2 m	chimie
Novachy chemické zavodi (CZ)	\$17,2 m	chimie
Tatransky permon (CZ)	\$17,1 m	instruments
DegE-Usa (All)	\$13,2 m	produits pharmaceutiques
Henkel-Palma (Aut)	\$11,9 m	détergents
Molnlycke (S)	\$11,4 m	santé/hygiène
Samsung (Corée)	\$10,8 m	réfrigérateurs
Pepsi-Cola (E-U)	\$10,1 m	boissons

Source: Business Central Europe, may 1995, pp. 32-33.

TABLEAU 5 IDE DANS L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

INDUSTRIE AUTOMOBILE

- *Investissement* : 6 milliards de dollars entre 1990-2000.
- *Modalités d'entrée* : alliances, prises de participation, achats à 100%, créations ex nihilo.
- *Motifs* :
 baisse du coût de production :
 main-d'œuvre moins chère
 équipements moins coûteux
 avantages fiscaux
 ex : 1 voiture réalisée en Pologne revient 4 fois moins chère qu'en Corée.
- *Débouchés* :
 – actuels : U.E., PECO
 – futurs : UE, PECO, CEI, pays Baltes, Chine....
- *Impulsions* :
 – GM et OPEL
 – VW
 – FIAT
 – DAEWOO

POLOGNE

(+ 1 million de véhicules en 2001)

FIAT-FSM(350000 véhicules dont 50% exportés)

DAEWOO-FSO-FS – rapprochement avec GM pour équipementier

GM création en 1998 – filiale : DAS Delphi Automotive Systems

Équipementier

+ centre régional de recherche

VW-SKODA – association prévue avec SIEMENS Équipementier

FORD assemblage

Concurrence de type oligopolistique

Essaimage: nbx sous-traitants

TCHEQUIE

(+ 400000 véhicules en 1999)

VW-SKODA dont 70% exportés

(avec équipementier BOSCH-SIEMENS)

Monopole

Essaimage : nbx sous-traitants

HONGRIE

SUZUKI

GM-OPEL Equipementier commun: UNITED TECHNOLOGIES

SLOVAQUIE

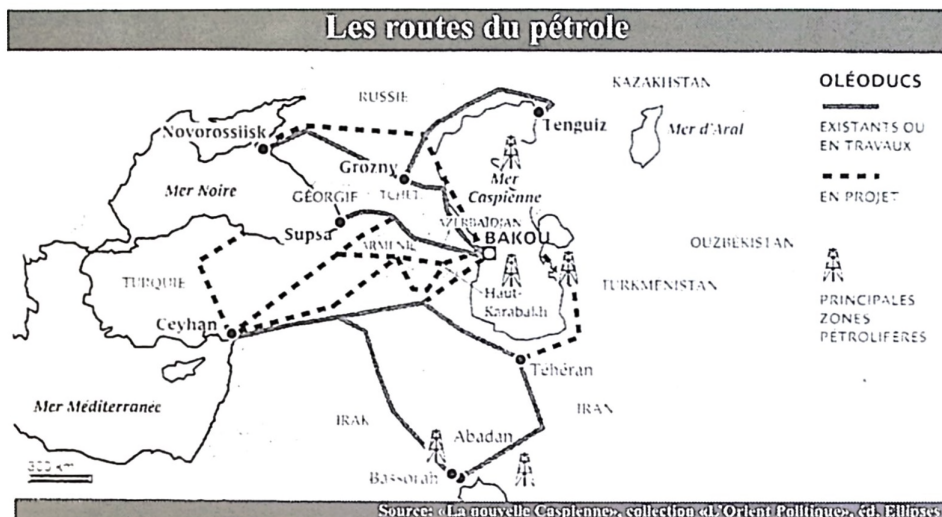
VW-BAZ BRATISLAVA dont 95% exportés

Stratégie des constructeurs :

être parmi les 10 constructeurs restants en 2000 :

- réaliser des plates-formes communes de production pour plusieurs marques :
ex : VW (70% de la valeur du véhicule) pour :
TOLEDO de SEAT, GOLF4, AUDI 3, SKODA OCTAVIA, NEW BEATLE
- établir des bases régionales :
ex : GM en Pologne
- intégrer les sites locaux ou régionaux dans les réseaux mondiaux
(approvisionnement, production, distribution)

TABEAU 6
DEPUIS 1991, UNE COURSE INTERNATIONALE S'EST ENGAGÉE
POUR L'ACCÈS AUX HIDROCARBURES



Le deuxième gisement mondial

• **Réserves.** Un rapport de Wood Mackenzie Constants estimait cet été à 68 milliards de barils les réserves de pétrole prouvées de la Caspienne. Soit le deuxième gisement mondial, réparti à 90 % entre l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan. Le Turkménistan détiendrait 21 trillions de mètres cubes de gaz. La production totale de la région en 2010, après une hausse de 30 % de la demande mondiale, pourrait s'élever à 3,4 millions de barils/jour.

• Rivalité sino-russe au Kazakhstan.

Le Kazakhstan a l'ambition de pousser à lui seul sa production de pétrole actuelle de 540 000 barils/jour (dont la part exportée passe essentiellement par la Russie) à 3,4 millions de barils/jour en 2010. Mais la construction de l'oléoduc Tenguiz-Novorossiisk (CPC), dont le projet fut relancé à Moscou en mai, n'a toujours pas commencé. Une première étape, pour l'écoulement de 560 000 barils/jour, est prévue pour fin 1999 et pourrait être doublée après 2010. Le projet, estimé à 4 milliards de dollars (près de 24 milliards de francs)

TABLEAU 6B
CHAINES APPARRENANT À SBS ET CME
ET POPULATIONS DESSERVIES

